

Dix Hongkongais condamnés à des peines de prison pour avoir tenté de fuir vers Taïwan

jeudi 7 janvier 2021, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 30 décembre 2020).

Sur les douze Hongkongais arrêtés en août dans les eaux chinoises en train de fuir vers Taïwan, dix ont été condamnés à des peines allant de sept mois à trois ans de prison. Ils avaient fui après l'imposition de la nouvelle loi sur la sécurité nationale.

Dix Hongkongais arrêtés dans les eaux chinoises par les garde-côtes le 23 août 2020, alors qu'ils fuyaient en bateau vers Taïwan, ont été condamnés le 30 décembre par un tribunal de Shenzhen, dans le sud de la Chine, à des peines d'emprisonnement comprises entre sept mois et trois ans.

Les "12 de Hong Kong", comme on les appelle, avaient tenté de quitter la Région administrative spéciale de crainte de devoir y subir l'application de la loi sur la sécurité nationale imposée en juin par Pékin. L'un d'eux au moins, Andy Li, avait été interpellé plus tôt en août puis relâché sous caution, mais il était poursuivi pour des faits en rapport avec cette loi. Depuis, plusieurs personnes sont poursuivies en vertu de cette loi, dont le patron d'*Apple Daily*, Jimmy Lai, auquel une remise en liberté sous caution a finalement été accordée quelques jours avant Noël.

Tous les accusés, âgés de 17 à 33 ans, étaient inculpés pour franchissement illégal de frontière. Deux d'entre eux, accusés en plus d'avoir organisé la tentative de fuite en bateau, ont été condamnés à deux et trois ans d'emprisonnement, tandis que huit autres ont écopé de sept mois, [précise le site du Sing Tao Daily](#). Ils plaident tous coupable.

Deux accusés, mineurs au moment des faits, ont été dispensés de poursuites judiciaires par le procureur du district de Yantian, à Shenzhen, et renvoyés vers Hong Kong. Aussitôt arrivés, ils ont été placés en quarantaine pour deux semaines, [ajoute Apple Daily](#).

Un procès "ouvert" mais sans observateurs étrangers

Le quotidien hongkongais rappelle que les douze accusés avaient, dès la fin du mois d'août, reconnu avoir participé au mouvement de protestation de 2019 contre le projet de loi sur l'extradition. Les familles des douze accusés placés en centre de détention à Shenzhen, ville chinoise limitrophe de Hong Kong, *"avaient désigné des avocats qui n'ont pas pu rencontrer leurs clients une seule fois en quatre mois"*, rapporte le journal. Le centre de détention avait indiqué que les accusés avaient eux-mêmes désigné des avocats, avec lesquels les familles n'ont toutefois pas pu établir de communication.

"La procédure inéquitable est la preuve d'une persécution politique draconienne", a déclaré, dans un communiqué diffusé à l'ouverture du procès le 28 décembre, le Groupe de soutien au 12 de Hong Kong, qui représente les familles, ajoute le webzine **Nikkei Asia**. Le procès, *"ouvert"* selon les autorités, s'est tenu sans la présence de nombreux journalistes et diplomates européens et américains venus pour y assister. Ils *"n'ont pas pu entrer, après avoir été informés par les autorités que le tribunal était 'plein'"* du fait de la présence des familles, et de journalistes et parlementaires chinois.

Courrier International - Paris

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/repression-dix-hongkongais-condamnes-des-peines-de-prison-pour-avoir-tente-de-fuir-vers>